

Points principaux du rapport du Groupe de travail « Gouvernance économique » présenté à la Convention européenne les 7 et 8 novembre 2002, en session plénière.

Président du Groupe de travail : Monsieur Klaus Hänsch

## GOVERNANCE ECONOMIQUE : COORDINATION RENFORCEE

En préalable, le Groupe de travail « Gouvernance économique » recommande que les objectifs économiques et sociaux de l'Union européenne figurent dans le futur traité constitutionnel.

Le Groupe s'est appliqué à distinguer clairement la politique monétaire et la politique économique.

Il réaffirme que la politique monétaire européenne est une **compétence communautaire exclusive** exercée par la Banque Centrale Européenne.

La politique économique est, quant à elle, une **compétence des Etats membres**. Le Groupe insiste cependant sur le fait que la coordination des politiques des Etats membres doit être améliorée ; que les instruments de cette amélioration soient destinés à figurer dans le traité ou non.

Sans qu'il y ait unanimité sur les recommandations, le Groupe de travail tend à proposer les dispositions suivantes :

- ▶ **les grandes orientations de politiques économiques (GOPE)**
  - elles sont adoptées par le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen devrait être consulté sur ces projets. Un renforcement du rôle de la Commission pourrait être envisagé ;
  - en cas de non respect, la Commission adresse directement à l'Etat membre concerné un avertissement, le Conseil de l'Union européenne décide des mesures à prendre sur proposition de la Commission
- ▶ **le pacte de stabilité et de croissance**

en cas de déficit public excessif, la Commission adresse **directement** à l'Etat membre concerné un avertissement, le Conseil de l'Union européenne décide des mesures à prendre. Sur ce point, le rôle de la Commission pourrait être renforcé.

### ▶ la méthode ouverte de coordination

- le Parlement européen doit être impliqué systématiquement dans la méthode ouverte de coordination ;
- ses objectifs, procédures et limites doivent être inscrits **dans le traité constitutionnel**.

### ▶ la fiscalité

- Certains membres du Groupe de travail suggèrent :
  - pour améliorer le fonctionnement du marché intérieur, les processus de décision devraient permettre notamment un rapprochement des taux et l'établissement de normes minimum pour la fiscalité indirecte et les impôts sur les entreprises ;
  - des mesures concernant le marché intérieur ou la protection de l'environnement pourraient relever du vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'Union européenne. Une liste exhaustive de ces mesures devrait alors être établie.

Enfin le Groupe souligne l'intérêt de maintenir l'EUROGROUP et la possibilité de relations informelles entre l'EUROGROUP, la Banque Centrale Européenne, et la Commission . Il souligne la nécessité de renforcer la représentation de l'Eurozone dans les organisations internationales.

